



EURODÉFENSE - FRANCE

Compte rendu du petit déjeuner du 16 mai 2017

avec

Monsieur Hakim El Karoui

« La relation allemande : quelles perspectives ? »

La relation franco-allemande est structurante, malgré les paradoxes d'une divergence économique, voire politique, entre les deux pays. Il faut avant tout réaliser que les Français ne connaissent pas l'Allemagne et que l'inverse est également vrai. Par ailleurs, les Allemands pensent à long terme, les Français à court terme.

1/ Quelques données chiffrées

- A l'échelle du monde, l'ensemble France-Allemagne pèse 147 millions d'habitants (9^e rang mondial). C'est aussi la 3^e économie du monde, le 2^e exportateur mondial de biens et services, le 1^{er} importateur de services, le 2^e importateur de marchandises, le 3^e investisseur : c'est donc une puissance économique considérable.

- Dans l'UE : 60 % des échanges de la France et de l'Allemagne se font avec le reste de l'UE. Cela représente 3,5 millions d'emplois à l'export. Le poids de l'ensemble France-Allemagne à l'intérieur de l'UE est déterminant.

- Au niveau bilatéral, les deux pays sont l'un pour l'autre des partenaires essentiels. L'Allemagne reste le 1^{er} pays d'export pour la France ; pour l'Allemagne, la France est son 2^e pays d'export, après les Pays-Bas du fait de l'activité de Rotterdam. La part de la Chine augmente rapidement.

Un exemple : la France vend beaucoup à l'Allemagne dans les domaines transport, produits chimiques, machines, équipements, métaux comme dans le secteur des biens intermédiaires.

2/ La relation culturelle et politique est différente

Il y a d'abord un problème de méconnaissance mutuelle de la culture de l'autre comme de sa langue. Au XIX^e siècle, les élites françaises parlaient allemand, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Comparativement les Allemands ont une connaissance meilleure du français, même si cela reste faible.

Mais les liens administratifs et institutionnels sont profonds : réunions des chefs d'État et de gouvernement en bilatéral ou dans le cadre de l'UE, conseils des ministres franco-allemands.

3/ C'est dans ce cadre culturel et politique que les deux pays ont des défis communs à relever

a/ L'immigration.

Le problème n'est pas nouveau en Allemagne, qui a connu trois vagues : dans les années soixante,

les Turcs venus réindustrialiser le pays (il y aujourd'hui 3 à 4 millions de Turcs en Allemagne, autant que de Maghrébins en France) ; puis un deuxième pic dans les années quatre-vingt dix avec la guerre dans les Balkans (arrivées de Serbie et de Bosnie) ; enfin les réfugiés de Syrie (1 million en 2015, 400.000 en 2016). L'ouverture voulue par Merkel tenait à des motivations morales et démographiques.

La France a fait l'inverse, n'a accueilli que 4.000 réfugiés malgré les discours sur les droits de l'Homme et sur les Chrétiens d'Orient. Les Allemands ont peu apprécié.

En matière d'intégration, les Allemands ont mieux réussi que nous car ils sont servis par la géographie : pas de grande métropole mondiale comme Paris mais des grandes villes et des centres industriels dans tout le pays. Les immigrés ont été dispersés sur tout le territoire, même s'il existe des concentrations de population turque, marocaine ou polonaise. Le travail d'insertion se fait avec la société civile, sans arrogance. Les Allemands, qui reconnaissent l'antériorité de notre expérience dans ce domaine, même s'ils nous critiquent, observent que la France a pour trois quarts de réussite et un quart d'échec, même si en France on parle toujours plus des échecs. Une lacune française, celle de la formation et de l'apprentissage en général comme celle qui est appliquée aux immigrés. Il faut se souvenir que le patron de Siemens est un ancien apprenti.

b/ L'islam

L'Allemagne est plus en retard que nous. Ils ont 3,5 millions de Turcs et un million d'autres musulmans venus de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan et du Maroc. C'est la Turquie qui organise tout : le financement, les imams, via le cabinet du Premier ministre à Ankara. Chaque vendredi, le texte du sermon arrive de Turquie. Jusqu'ici les Allemands trouvaient cela « normal ». Mais Erdogan a durci son attitude et réanimé le conflit avec les Kurdes. Or un tiers des réfugiés en Allemagne sont Kurdes. Berlin a donc interdit de meeting en Allemagne les autorités turques pour éviter d'importer la contre-démocratie et les rivalités internes. Cependant pour le moment il n'y a pas de politique de rechange pour les Allemands.

La France pense, quant à elle, qu'on peut faire gérer l'islam par des pays étrangers (Algérie, Maroc, Turquie mais, contrairement à ce que l'on croit, pas l'Arabie saoudite ni le Qatar qui n'interviennent qu'à titre caritatif, sans que l'on sache d'ailleurs le montant des sommes mobilisées). Sur les 300 imams en France, 150 sont salariés de la Turquie, le reste de l'Algérie et du Maroc. C'est une tutelle post-coloniale de la gestion de l'islam qui ne fonctionne plus. On cherche une solution alternative.

c/ La Turquie

La Turquie est au Levant le 1^{er} partenaire de la France (14 milliards d'euros d'échanges) mais l'Allemagne y est encore plus présente (25 milliards) et il y a une forte communauté germanoturque en Turquie. Que faire, compte tenu du dossier syrien et de l'évolution peu démocratique de la Turquie ? Pour l'instant il n'y a pas de réponse, la Turquie tient l'UE sur l'immigration et l'UE n'a rien osé dire sur les méthodes de gouvernement d'Erdogan.

d/ Avec la Russie, les liens énergétiques de l'Allemagne sont très forts ; la Russie est son 1^{er} fournisseur et les entreprises allemandes sont très puissantes en Russie. Moins dépendante de la Russie, la France n'en partage pas moins ce dossier comme un enjeu et un défi communs avec Berlin.

4/ Il n'y a donc pas globalement d'intérêts graves divergents au plan culturel et politique. C'est en matière économique que la France et l'Allemagne sont en train de diverger.

Quelle est la force allemande ? Les entreprises familiales, le modèle social, la base industrielle, atouts qui manquent à la France mais l'Allemagne est plus faible que nous en grandes entreprises mondiales, en solidité du système bancaire et en mix énergétique (avec la relance du charbon).

Les problèmes français tiennent au manque de compétitivité des entreprises et aux déficits publics. Depuis quinze ans, et l'époque de Schroeder, l'Allemagne a une stratégie économique : partir des points forts de son industrie et de ses exportations pour diminuer le prix de ses produits, qui étaient

trop chers. Ils ont baissé les coûts de tout ce qui constitue le contexte de l'industrie : services, système social (3 choix seulement pour le chômage), baisse des dépenses publiques, limitation des salaires. Cette politique a été dictée par les retraités allemands, inquiets du financement de leurs retraites, qui ont exigé : pas d'inflation, pas de transfert, pas de dépense publique.

En France, les salaires ont augmenté plus vite que la productivité et la compétitivité. D'où une divergence qui s'aggrave et dont l'impact est devenu européen. Se répète ce qui s'était produit au XIX^e siècle en France avec la fin des entraves à la circulation à l'intérieur du marché national, provoquée par le développement des chemins de fer ; il s'en était suivi la paupérisation des territoires ruraux (Corrèze, Ardèche, Lozère). De même, en Italie, où l'intégration économique a ruiné les régions du sud et provoqué l'émigration. L'euro produit le même phénomène, provoquant une divergence à l'échelle européenne. En effet, l'euro a aboli les frontières et le capital va là où il est le plus productif, vers la richesse industrielle (Allemagne, Pays-Bas, Danemark). L'Europe du sud, elle, se spécialise dans les services et dans l'industrie « low cost » (Portugal, Espagne). Résultat : la richesse se concentre dans le nord (production intellectuelle et industrielle, universités, start-ups). Le sud ne crée pas assez de richesse. Ainsi les territoires se spécialisent. La France pour sa part est dans une situation intermédiaire. Mais globalement un État ne sait pas fonctionner s'il n'y a pas assez de création de richesse. Les réformes imposées au sud (on pense à la Grèce) ne permettent pas de réduire les déficits parce qu'il y manque des richesses.

L'euro a participé à l'accélération des divergences parce qu'il n'y a pas de véritable migration interne dans l'Union européenne et peu de circulation de capital. Avec l'euro on a construit une monnaie hémiplégique parce qu'il manque la circulation des capitaux publics et la mobilité des hommes.

C'est l'enjeu des élections à venir. Si les Allemands refusent toute politique de transfert et n'acceptent pas de considérer que leur excédent commercial pose in fine un problème, alors le FN gagnera en 2022. **Si l'Allemagne fait le choix du monde contre l'Europe, l'Europe se vengera : elle disparaîtra.**

Plusieurs questions posées au conférencier lui ont permis d'apporter les précisions suivantes :

- Erasmus est positif mais insuffisant (300.000 jeunes seulement).
- Ses difficultés économiques ont eu un impact sur le rôle de la France au sein de l'UE, elle a perdu un rôle moteur. Jusqu'où accepter que nos intérêts divergent ? Seule l'inquiétude sur l'euro peut faire bouger les Allemands qui sont de plus en plus influents en Europe du nord et en Europe de l'est.
- La politique française ne doit pas être de jouer la Grande-Bretagne contre l'Allemagne ou le sud contre les autres mais bien de travailler avec les Allemands dont il faut, par ailleurs respecter l'organisation fédérale (évitons de les traiter de « provinciaux »).
- En matière de défense, il n'y a pas encore de véritable construction de projet commun, alors qu'il en existe entre la France et la Grande-Bretagne, hors quelques programmes en coopération.
- Le Brexit est théoriquement l'occasion d'un « resserrement » franco-allemand mais les Allemands se méfient (accueil froid du Président Macron par la presse allemande : combien va-t-il nous coûter ?)
- La doctrine est tenue en Allemagne par le ministre Schaüble. Le SPD se révèle moins fort que prévu. Si l'Allemagne était l'homme malade de l'Europe en 2000, elle a su se serrer la ceinture. Il convient que les autres fassent de même : « faites des réformes, après on discutera », c'est le leit-motiv d'une certaine opinion allemande qui pense que l'UE est devenue un problème et que la France est le problème dans l'UE.
- Faudra-t-il en venir à taper du poing sur la table ou à pratiquer la chaise vide, comme de Gaulle savait le faire ? Il faut plutôt chercher à faire de la politique avec les Allemands : la France a une histoire, une culture et une vision mondiale qu'ils nous envient. De même, ils s'intéressent à notre approche de la gestion de l'islam ou à la qualité de la formation de nos ingénieurs. Il faut trouver des passerelles entre nos deux pays.
- Certes, à lui seul, l'euro n'explique pas la puissance allemande qui remonte au XIX^e siècle mais il a favorisé la divergence économique actuelle entre nos deux pays./.